Les manifestants contre la loi El Khomri-Macron ne peuvent que voter Marine

écrit par Pierre Cassen | 28 avril 2017

Les vrais ouvriers ont compris depuis longtemps que leur principal ennemi, ce n'était pas « La Bête Immonde », mais les mondialistes.

L'inspecteur du travail en retraite Gérard Filoche, par ailleurs membre du Bureau national du Parti socialiste, est considéré, à gauche, comme le meilleur défenseur des droits des salariés. Dans cet entretien de dix minutes qu'il faut écouter jusqu'au bout, il présente la loi El Khomri-Valls-Macron comme le plus grave recul, pour le monde du travail, depuis 1945. Il explique, par ailleurs, citant nombre d'exemples particulièrement inquiétants, qu'elle incarne l'esprit du XIXe siècle, et absolument pas celui du XXIesiècle.

Pendant le premier semestre de 2016, à l'appel des principales organisations syndicales, des millions de salariés et de retraités descendirent dans les rues de centaines de villes de France. Devant la montée de la protestation, une frange du Parti socialiste (les frondeurs) menacèrent de ne pas voter la loi, qu'on appelait El Khomri, alors qu'elle fut inspirée, sous les ordres de l'Union européenne, par Valls et surtout Macron. Le Premier ministre dut passer en force et utiliser le 49-3.

Un an après ces événements, nous sommes au deuxième tour de l'élection présidentielle. Il reste en course l'auteur de cette loi « du XIXe siècle » et une candidate qui a promis de l'abroger.

Si nous étions dans un monde normal, on pourrait penser que les organisateurs de toutes ces manifestations appelleraient à éliminer celui qui veut la durcir encore, et à voter pour celle qui veut la supprimer.

Sauf que c'est le contraire !

Les bureaucraties syndicales, depuis dimanche soir, multiplient les appels à faire barrage au FN, et donc à voter pour Emmanuel Macron !

Gérard Filoche, auteur de cette si belle démonstration, appelle à voter Macron pour « battre l'extrême droite ».

Quant à Jean-Luc Mélenchon, présent à toutes les manifestations, il a décidé, dans

l'esprit de la VIe République qu'il appelait de ses vœux, que c'étaient à ses « Insoumis » de décider. Mais il n'a laissé que trois solutions à ses troupes : l'abstention, le vote blanc ou le vote Macron. Pas le droit de voter Marine !

Les vrais ouvriers, bien loin de ces manipulations politiciennes, ont compris depuis longtemps que leur principal ennemi, ce n'était pas « la bête immonde » mais les mondialistes, partisans de la libre circulation des biens et des personnes et, donc, des délocalisations. À Whirlpool-Amiens, ils ont applaudi Marine, venue saluer le piquet de grève, et conspué Macron qui, dans un premier temps, ne voulait pas aller les voir.

Les vrais ouvriers savent que leur ami, ce n'est pas le père spirituel de Macron, Attali, qui a expliqué que les 290 licenciements dus à la prochaine délocalisation de l'usine d'Amiens en Pologne n'étaient qu'une « anecdote ». Intuitivement, ils comprennent que c'est la défense de l'État-nation, et donc le retour des frontières, qui les protégeront contre la concurrence libre et non faussée voulue et défendue par les européistes, Macron en tête.

Les manifestants qui, par millions, à juste titre, ont protesté dans la rue contre cette loi inique ne doivent pas se laisser enfumer par des dirigeants syndicaux qui défendent davantage leurs positions sociales et leurs subventions que les travailleurs. Ils ne doivent pas davantage tomber dans le piège gauchiste de la lutte contre une prétendue « extrême droite », voire un soi-disant « fascisme ». Le seul vrai fascisme en France, il a le visage des islamistes, dont le principal parti, l'UOIF, soutient Macron et appelle à battre Marine.

Ces militants, très souvent électeurs de gauche, doivent être cohérents, et voter par millions (ce qu'ils étaient dans la rue) pour la candidate qui abrogera la loi contre laquelle ils manifestaient.

Sinon, ils se tireraient une balle dans le pied et feraient preuve d'une soumission à l'ordre dominant qui n'est pas dans la tradition rebelle du monde du travail…

http://www.bvoltaire.fr/manifestants-contre-loi-el-khomri-macron-ne-peuvent-voter-marine/